

CONTRADICTIONS

MARS 1995

NUMERO 9 - 5 F

LA LETTRE DU CLUB DEBATTRE

Née d'une volonté de quelques anciens élèves de l'IEP de Lyon (tous "rapatriés" sur Paris) de participer à de véritables débats politiques, l'association Débattre s'est réunie pour la première fois en décembre 1990 autour du thème de "La politique sert-elle à quelque-chose ?". Après, et pendant plus de 24 mois, un nouveau sujet a été abordé à peu près toutes les six semaines. Sous forme d'exposé, un ou deux "spécialistes" proposaient une première réflexion sur le thème, avant que la parole ne soit donnée à tous ceux qui étaient présents. Organisées dans des lieux divers, les réunions étaient ouvertes à tous. En complément des débats, l'association publia également un journal qui sortait à l'occasion des réunions. Ses articles, rédigés par ceux qui avaient envie de prendre la plume, abordaient souvent le thème programmé, mais les rédacteurs n'y étant pas tenus pouvaient s'exprimer librement sur tout autre sujet s'ils le souhaitaient.

L'accès aux activités de l'association n'exigeait rien d'autre que de partager le désir de parler "politique". Une cotisation (minime) était fortement conseillée pour permettre aux organisateurs de trouver des salles de réunion et d'assurer l'envoi du journal. Mais étant données les faibles ressources économiques des membres (à cette époque, étudiants pour la plupart), cette participation restait toujours un acte volontaire.

Associant journaux aux réunions et attirant un nombre croissant d'individus intéressés et intéressants, Débattre atteignait ses objectifs, à savoir : offrir l'occasion de réfléchir et de discuter de politique. Cependant, et malgré l'intérêt d'une telle initiative, la force des

choses (réduction des "effectifs" suite à divers départs en stage, en coopération ou au Service National, ainsi que l'épuisement des fonds) a fini par mettre fin (provisoirement, nous espérons !) à Débattre. en décembre 1992.

Aujourd'hui, de nombreuses personnes sont de retour à Paris. La plupart travaillent et quelques uns ont fait part à Didier Guillot (fondateur et président de l'association) de redémarrer la "machine Débattre". C'est pourquoi le 27 février, nous nous sommes réunis afin de s'interroger sur l'avenir de l'association. Et si elle en avait un, lequel ?

Finalement, l'ancienne recette ne nous semble passimale, mais en même temps, quelques modifications nous paraissent importantes :

Les débats, activité fondamentale, auront toujours lieu, et cela toutes les six semaines. Le sujet sera choisi en avance par un comité ad hoc, et l'organisation de chaque séance sera assurée par un volontaire particulièrement motivé par le thème sélectionné.

Pour ne pas à avoir à chercher à chaque fois des salles disponibles, nous proposons de nous réunir tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre. Cette solution

sera évidemment à reconsidérer si jamais la foule dépasse les limites de nos espaces !

Quant au journal, il sortira quinze jours avant la date du débat, ce qui permettra d'annoncer le lieu, la date et le sujet de la prochaine rencontre, et de mettre à la disposition de tous un forum de réflexions préparatoires.

Nous sommes certains que ces deux dernières années "de vide" vous ont été formatrices par ailleurs et si vous sentez renaître le désir de discuter ensemble, nous serions ravis de vous avoir parmi nous. "Débattre nouvelle formule" profitera de vos capacités rédactionnelles, de vos interventions lors des réunions et de vos idées en général.

Un peu moins inspirant, mais tout aussi nécessaire, Débattre aura également besoin de votre concours financier, car la publication et les envois ont un coût minimum.

Nous espérons que cette initiative vous motive autant que nous, et nous souhaitons vous voir à la prochaine réunion.

MIC HINKLE

DEBAT : QUELLE(S) GAUCHE(S) POUR DEMAIN ?

PRÉPARÉ PAR DIDIER GUILLOT

LE JEUDI 6 AVRIL 1995 À 19H30

CHEZ JEAN-CHRISTOPHE BOUVIER, 19 RUE TIQUETONNE,
75002 PARIS. (MÉTRO ETIENNE MARCEL). CODE 96X0

UNE GAUCHE A RECONSTRUIRE DANS UNE SOCIÉTÉ MALADE

Rien n'incarne sans doute mieux l'effort de reconstitution de la gauche française que les "Assises de la transformation sociale" lancées il y a deux ans au lendemain de la cinglante défaite du Parti socialiste aux élections législatives de 1993. A quelque chose malheur est bon, puisque, selon toute apparence, ce sévère revers électoral constituait la condition sine qua non pour rendre possible la réouverture du dialogue entre les diverses composantes idéologiques de la gauche en France. Fini le temps des anathèmes et des querelles fratricides, la terrible leçon infligée par les urnes en 1993 a ramené chacun à plus de modestie et d'humilité.

Aujourd'hui, l'heure n'est plus aux procès en sorcellerie contre les "sociaux-traitres" instruits par les uns ou aux leçons de réalisme responsable données par les autres, le temps est venu du bilan, de la réflexion et du rebondissement.

Les leçons du pouvoir

Pour les socialistes, le regard sur l'expérience gouvernementale passée doit les inciter à dépasser les travers d'un satisfecit heureux, trop facilement disposé à mettre la face sombre du bilan sur le compte des limites inhérentes à l'action publique, ou d'un mea culpa honteux, impuissant à produire autre chose que des regrets coupables. Le recul doit leur permettre d'observer froidement les résultats de leur action, sans objecter à la moindre critique énoncée une autojustification systématique. Le propos de cette effort d'autocritique n'est pas de plaider coupable ou non coupable, mais de mesurer avec lucidité les acquis. Les limites et les erreurs de cette expérience du pouvoir. De même, les socialistes ne doivent pas penser que eux seuls sont fondés à critiquer leur propre bilan, sous prétexte qu'ils auraient été les seuls à avoir eu le courage d'assumer la charge des responsabilités publiques, pendant que d'autres, dans l'impunité de l'opposition, avaient toute latitude pour tenir des propos déraisonnables voire démagogiques. Aveuglés par l'immédiateté de la gestion des affaires, les socialistes n'ont peut-être pas toujours eu la distance nécessaire à une juste clairvoyance sur les évolutions profondes de la société.

Ils ont sans doute beaucoup de choses à apprendre de la part de ceux qui, dans l'opposition, ont eu du temps à consacrer à l'observation.

Néanmoins, la réciprocité est vraie. Aucun partenaire des "Assises de la transformation sociale", des écologistes aux communistes, ne peut balayer d'un revers de la main les obstacles de fait rencontrés par les gouvernements socialistes au simple prétexte que ceux-ci auraient péché par manque de volonté politique. De ces obstacles, chacun doit tirer le grand enseignement que tout ne se commande pas par décret. Une société ne fonctionne pas selon les règles d'un mécanisme rigoureux, il ne suffit pas d'intervenir à tel niveau de l'engrenage pour obtenir un résultat en série parfait. Chaque décision publique s'expose à l'apparition d'effets pervers imprévus ou de résistances insoupçonnées. L'appréciation des circonstances et des conditions de réalisation est souvent primordiale. Deux exemples tirés du début de la décennie 80 ont valeur de leçons : l'échec de la relance par la consommation de 81-83 et l'affaire de la réforme Savary sur l'école publique. Les effets pervers de la politique Mauroy de relance par la consommation dans le contexte d'une économie essouffée incapable de répondre au surplus de la demande sont bien connus. Il ne faut pas se hâter de conclure que toute politique de relance par la consommation est à proscrire définitivement, mais simplement noter que ce qui doit conduire à y recourir est moins l'attachement inconditionnel aux théories keynésiennes que l'évaluation à un moment donné des conditions économiques en fonction desquelles il conviendra d'en moduler les modalités en vue d'un maximum d'efficacité et d'un minimum de distorsions. Aujourd'hui par exemple, dans le cadre d'une économie assainie, il semble possible d'envisager des revalorisations salariales sans pour autant sacrifier l'effort de réduction du déficit public. Dans le second cas, les importantes manifestations de défense de l'enseignement privé en réaction au projet de loi Savary en 1984 sont venues nous rappeler qu'une société démocratique est faite de l'addition de diverses sensibilités qui, chacune, ont droit à une certaine reconnaissance, quand bien même elles s'opposeraient à une conception lar-

gement majoritaire, pourvu qu'elles ne constituent pas une menace contre l'ordre public. De ces deux épisodes nous devons retenir l'idée de la complexité des phénomènes humains contre laquelle toute attitude doctrinaire ou dogmatique est vouée à buter, et nous devons, pour y faire face, nous armer de plus de pragmatisme, de souplesse et de réalisme.

Pour reprendre les catégories de la terminologie de Max Weber, nous pourrions ainsi opposer à l'éthique de la conviction, attachée à ses seuls principes et insouciant des conséquences de ses actes, l'éthique de la responsabilité qui, consciente de l'irréductibilité du réel immédiat, s'attache à tirer le meilleur du champ du possible. Néanmoins, cette éthique n'a de sens que s'il s'agit d'une responsabilité active et non passive. Réalisme ne doit pas devenir synonyme de capitulation, de résignation, de renoncement. Le socialisme gouvernemental a failli dès le moment où il a introduit dans l'inconscient collectif le fatalisme. Nous vivons un moment de conformisme ambiant et de nihilisme diffus dans lequel les mots espoir et espérance semblent dépourvus de signification. Nous avons perdu le sens de l'indignation, de la contestation voire même de l'esprit critique car toute quête de justice nous paraît vaine et perdue d'avance. La fin des idéologies devrait nous permettre de gagner en maturité si nous ne la gâchions pas dans un immobilisme désabusé. Oui les utopies sont mortes, oui la classe ouvrière a disparu, oui la lutte des classes comme nous l'entendions autrefois n'a plus beaucoup de sens, mais est-ce que pour autant les raisons de se battre ont disparu ?

Le mal social

Sous le voile du consensus mou des années 80, les inégalités et les injustices sociales n'ont cessé de se creuser. Cette fameuse exclusion dont on parle si souvent n'est qu'un concept abstrait qui mérite qu'on peigne avec un réalisme plus cru, façon naturalisme à la Zola, ce qui se cache derrière : la misère et la grande pauvreté gagnent du terrain dans le pays, l'exploitation sociale, celle que l'on appelait autrefois l'exploitation de l'homme par l'homme, est de retour.

Oh oui ! les cadences infernales des industries traditionnelles qui faisaient de l'homme l'esclave de la machine ne sont plus, oui les conditions de travail inhumaines dans les mines de charbon sont devenues un vieux cauchemar depuis qu'elles ont pratiquement toutes fermé leurs portes, mais l'extinction progressive de la classe ouvrière ne suffit pas à réduire à néant les injustices, loin s'en faut, contrairement à ce que nous avons pu être tentés de croire parfois. Les enjeux sociaux se sont déplacés à l'image de l'économie. Au recul du secondaire et à la poussée du tertiaire répond le reflux des ouvriers et l'explosion des employés de service. Si l'on cherche aujourd'hui le "Germinal" d'hier, c'est parmi ces derniers qu'il faut regarder. Avec la déréglementation des règles du travail et la flambée des petits boulots, combien d'intérimaires ballottés de boîtes en boîtes, n'ayant d'autre perspective d'avenir que les 2 mois d'un CDD ; certains parmi eux sont journaliers, un jour magasinier à Carrefour, le lendemain marionnette vivante à Eurodisney, sans parler des Fast Food où les conditions de travail n'ont rien à envier aux mines d'antan, cadences infernales, odeurs de friture, encadrement hiérarchique autoritaire, rémunération sous évaluée, heures supplémentaires non déclarées, licenciement arbitraire, et on pourrait multiplier les exemples indéfiniment. La situation de ces personnes réduites à la condition de main d'œuvre interchangeable, exploitée, sous payée et sans droit n'a-t-elle pas droit de cité ? Que leur répond notre société aujourd'hui ? Qu'ils ne doivent pas se plaindre de leurs conditions de travail, aussi précaires soient elles, car, eux, ils ont le privilège d'avoir un emploi ! Des nantis, en quelque sorte ! Regardez comme nous jouons adroitement de leur culpabilisation pour opposer les uns contre les autres les plus démunis de notre société, RMistes contre Smicards, et mieux cacher les véritables privilèges de ce pays. Les fortunes de la spéculation boursière, les salaires exorbitants de certains PDG, un million de francs mensuels pour celui de GEC-ALSTHOM, les faux discours sur le martyr des plus hauts revenus frappés par l'insupportable injustice du taux marginal d'imposition à 58% etc.... Le débat sur l'arbitrage emploi/salaire cher à Alain Minc est à la mesure du conformisme, voire du paternalisme contemporain : "souffrez car d'autres souffrent plus encore !".

Jepoursuis le tableau de cette exclusion sans visage : la loi de la jungle du monde des SDF qui, pour survivre, gardent précieusement le secret de l'adresse de leur squatt de fortune et protègent contre les nouveaux venus, en utilisant la force s'il le faut, l'angle de la boulangerie où ils mendient tous les jours. Les angoisses des familles démunies à la suite du licenciement des parents pour qui le financement de la scolarité des enfants est devenu un luxe, les RMistes qui, par on ne sait quel tour de passe passe, sont tenus de survivre avec 2500 fr par mois, les jeunes en contrat emploi-solidarité qui, pour le même nombre d'heures effectuées, gagnent moitié moins qu'un salarié ordinaire... Combien d'illustrations devrais-je multiplier pour ne plus entendre dire que la pauvreté et la détresse sociale sont des problèmes marginaux en France ? Faut-il encore parler du malaise des jeunes pour qui la recherche d'un premier emploi est souvent un véritable parcours du combattant et qui, nombreux, sont exposés aux exigences abusives des employeurs sans pouvoir discuter ! Toujours ce fameux chantage à l'emploi, forme contemporaine de l'aliénation humaine.

Une tension latente

Voilà brièvement brossé le spectacle de la misère contemporaine. Si la gauche ne trouve pas ici matière à l'indignation, à la colère, à la révolte, alors c'est que le clivage droite-gauche est définitivement périmé comme voudraient nous en convaincre M. Chirac et ses amis. Nous sommes au bord, je crois, d'une véritable fracture sociale dont les conséquences sont prévisibles : poussée de la délinquance, montée de la violence, climat d'insécurité croissant, réaction sécuritaire d'auto-protection des classes moyennes, xénophobie raciale mais aussi sociale contre des marginaux perçus comme une menace... Aujourd'hui, nous n'en sommes qu'au stade de l'indifférence des "in" et de la résignation des "out". Mais déjà l'éclosion des populismes de toutes sortes nous donne à voir que nous entrons dans une phase de turbulences placée sous le signe de la confusion des esprits où chacun ne perçoit pas encore quels sont ses intérêts véritables. En tout cas, derrière ces votes populistes, il faut mesurer le cri de désarroi lancé par de larges franges de la société de plus en plus fragilisées. La peur s'installe dans le pays. Or, la peur est la plus mauvaise

des conseillères car elle conduit à l'affrontement entre des parties de la population dont les sorts sont intrinsèquement solidaires. Par exemple, la crainte du conducteur d'autobus qui, exaspéré par les agressions quotidiennes, exige la présence d'un agent de sécurité dans le véhicule est totalement justifiée, mais comment saurait-il ignorer qu'il ne s'agit là que d'une solution partielle, impropre à faire reculer les causes réelles de la délinquance dont il est victime, la misère et la pauvreté. Le même raisonnement s'applique à l'ensemble des usagers, c'est à dire à l'ensemble de la société. Le sort des exclus et des laissés pour compte est indissociable du nôtre. Non pas par devoir de générosité morale mais tout simplement parce qu'un jour ou l'autre leur malheur nous rattrape. Il serait dangeureux de croire que nous pourrions indéfiniment vivre en nous désintéressant du sort de ceux qui vivent dans la misère ou qui la côtoient de très près car ils ne nous en laisseront pas éternellement le loisir. Toute société qui laisse se développer en son sein des masses de marginaux s'expose au même danger, la colère et la révolte des gueux. Si nous ne la voyons pas aujourd'hui, c'est parce qu'elle reste diffuse, informe et éclatée : jacqueries des professions menacées (pêcheurs-marins...), violence dans les stades, casseurs dans les manifestations, violence gratuite (jets de pierre anonymes contre les automobilistes sur les autoroutes) porteuse d'anomie, rackettage, gangs de quartiers, etc...

Le véritable défi qui attend la gauche aujourd'hui, toutes tendances confondues, est de trouver des solutions à la fois réalistes et audacieuses pour rendre espoir à ces franges de la société marginalisées - déboussolées, pour leur indiquer une direction crédible dans le désordre cacophonique des populismes actuels. L'assainissement de notre économie accompli par les socialistes durant ces dernières années, dont le coût humain a été, et est encore si douloureux, était sans doute une étape nécessaire. La mûre économique réalisée, il est temps désormais d'accomplir la mûre sociale nécessaire pour rendre aux hommes les droits que nous avons su rendre à l'économie

Jérôme KELLE

PERTINENCE DE LA DIVISION GAUCHE-DROITE

Les notions de gauche et de droite se sont imposées dans l'histoire politique française, puis internationale, afin d'exprimer au mieux la continuité des luttes ouvertes en 1789. Au delà de ces succès historiques, il est nécessaire aussi d'expliquer qu'elles cristallisent en elles quelque chose du secret même de la politique.

L'organisation dualiste, en deux camps antagonistes, des sociétés contemporaines exprime cette idée, forte et simple, que la contradiction est au coeur de la réalité sociale. A l'opposé des sociétés du passé ou des régimes totalitaires, la Démocratie (entendue comme organisation politique et sociale) suppose un nouveau rapport à la division. Il n'y a pas d'unité sociale définitive à faire ou à refaire ; l'autre n'est jamais un ennemi et pourtant il est toujours un contradicteur, un adversaire politique pour quoi pas, avec lequel la contradiction est sans fin, c'est à dire sans victoire définitive. L'autre signifie toujours une certaine dépossession de l'appartenance à "l'être-ensemble". A la figure moniste d'une assemblée exprimant la volonté unique de la Nation, se substitue peu à peu l'idée d'une organisation duale de la société. Nous sommes dans l'âge du conflit politique, permanent et institutionnalisé, irréductible.

Pendant longtemps - en fait, jusqu'à la fin des années 70 - une bonne part de l'activité politique a consisté à désamorcer ce "scandale" de la division sociale. Pour l'extrême-droite, il s'agissait de retrouver une organisation solidaire dont les sociétés d'autrefois avaient fourni le modèle et que la Nation exigeait patiemment.

Pour l'extrême-gauche, il suffisait d'aller au bout de cette contradiction, car la Révolution promettait l'avènement d'une société réconciliée. Reflet de toutes les craintes ou moteur de l'espoir, la division était au centre du conflit politique. "Centre du conflit", les mots ont leur importance, car ils rendent compte, à la fois, d'un fait et d'un principe. Le fait : la République et la Démocratie étaient ce qui rendait possible ce clivage politique. Le principe : cette bipartition entretenait d'étroits rapports avec une tripartition réelle organisée autour d'un centre. Comme une sorte de

ménage à trois, il ne peut y avoir droite et gauche que parce qu'il y a centre. Au delà de ce mythe d'une gauche unie et d'une droite multiple, il existait alors trois gauches et trois droites : une gauche radicale, confiante en la seule République pour résoudre la question sociale entendant marier collectivisme et pratique républicaine. De même à droite : entre libéraux individualistes et traditionalistes rêvant de restaurer l'ordre hiérarchique, se tenait une droite autoritaire conciliant la souveraineté populaire et les impératifs du pouvoir.

Depuis la décennie 80, pourtant, on assiste à un processus d'érosion des extrêmes. La crise de 1929 avait exacerbé la demande de pouvoir et les passions totalitaires. La longue crise qui s'est engagée autour de 1974, survenant il est vrai au bout de trente années de glorieuse croissance et d'extension de l'Etat providence, s'est traduite en sens inverse par un nouveau sacre de l'individu, par un retour offensif des principes libéraux, par une diffusion en profondeur de l'esprit pluraliste et par une désaffection marquée pour les pensées radicales à base de primat du collectif aussi bien progressistes que réactionnaires ; aussi bien à gauche avec l'échec final de l'Union soviétique, qu'à droite où les fidélités traditionalistes ont été désamorçées. Même à l'extrême droite, partagée entre un libéralisme économique agressif et un rejet de l'étranger qui exprime aussi la volonté d'avoir voix sur le principe de la présence de l'autre chez soi, puisque dans une société on le rapporte à autrui, ne se passe pas de lui la coexistence avec l'étranger reste problème.

Cette dissolution des repères portisans va-t-elle porter atteinte à l'opposition gauche-droite ? A priori non ; il s'agit plutôt d'une redistribution des forces sous un visage inédit, mais structurellement conforme à notre tradition politique. A la différence de nos prédécesseurs, nous ne pouvons plus nous représenter la société comme un corps : dans une société qui ne reconnaît pour fondement que le droit des individus, non seulement il y a nécessairement division sur la manière de les traduire en pratique, mais il n'est pas de position politique, se

réclamant de cette entreprise de traduction, qui ne soit habitée et travaillée par la contradiction. Il existe différentes manières à gauche et à droite d'aborder cette question (dans le cadre de la Nation ? des communautés ? des individus abstraits ? ...). L'opposition dualiste permet à la fois d'y répondre et de faire accepter l'existence d'une division sur le sujet. Elle incarne la conflictualité propre à la société, non plus pour la dépasser, mais pour exprimer une co-appartenance des deux parties : de drapeau des passions extrêmes, la division politique est devenue l'emblème de la modération.

A l'instar d'un individu en qui coexistent un côté droit et un côté gauche différenciés mais ne remettant pas en cause l'unité de la personne, il est inévitable et nécessaire qu'il y ait deux bords, à la fois opposés et joints par le fait même qu'ils opposent. S'il y a société, il y a division - division irréconciliable pour nous, mais institutionnalisée. Ainsi, l'argument contraire est paradoxalement une part de vérité. En effet, si j'accepte, en droit, que l'autre parle, et non pas que je tolère, en fait, qu'il prenne la parole, c'est que la vérité n'est plus une. Nous habitons ce monde de la vérité dissolue - vérité visée de plus en plus souvent sur la base d'une référence explicite aux mêmes valeurs, mais vérité qui ne s'offre que dans le partage et le déchirement ; l'unanimité sur les fondements des droits de l'homme se bornant à faire ressortir encore davantage la contradiction des doctrines appliquées.

Il n'y a donc plus une seule manière d'être de gauche ou de droite ; les clivages ne se surimposent pas à un clivage premier, mais se chevauchent. L'économie, l'Europe, la sécurité, l'éducation ou l'immigration fournissent autant de thèmes clivants à l'intérieur de chaque camps qu'entre la gauche et la droite. La division s'installe au coeur de la division pour en exprimer l'unité et la différence. Après le référendum sur le traité de Maastricht, l'élection présidentielle et le conflit Chirac-Balladur nous en offrent un nouvel exemple.

Denis MAILLARD

LA FRANCE MADE IN BALLADUR

La quadrilogie qui a été mise en avant par le Front National : "Immigration / Délinquance / Insécurité / Chômage est si souvent reprise par les dirigeants politiques qu'elle est devenue une idéologie dominante et que domine d'ailleurs très bien le gouvernement actuel. Monsieur BALLADUR a constitué son gouvernement après les dernières élections législatives de telle manière que les droites en France s'y retrouvent rassemblées... du centre droit à la droite extrême. Quel révélateur plus grand pouvons-nous trouver pour nous convaincre que le thème de l'immigration ou encore les dernières tractations que le Premier Ministre essaye de passer avec J.M. LE PEN pour obtenir son soutien à la présidentielle.

Edouard BALLADUR est parti en campagne électorale et n'a prévu en gros que quatorze déplacements en tout et pour tout ! En effet, pourquoi en faire plus quand les sondages le donnent gagnant sur toute la ligne ! tout du moins le donnaient gagnant, car "Edouard" vient d'apprendre que rien n'est jamais immuable en politique, surtout lorsqu'elle se fait à l'aune des sondages. Pourquoi Edouard BALLADUR se fatiguerait-il ? Tellement persuadé d'avoir endormi, hypnotisé la France, il ne se préoccupe plus de l'état d'esprit des françaises et des français ; il ne se préoccupe pas non plus de leurs craintes, de leurs peurs ou de leur révolte pour le moment silencieuse.

Edouard BALLADUR veut nous fabriquer une France molle, une société dépourvue d'énergie et surtout, il nous promet une réforme totale du pays sans fracture, sans cassure et sans combat.

Fracture il y a déjà quand le racisme pourtant condamné par la législation française inspire les plus hautes sphères de l'Etat et institutionnalise la discrimination et l'exclusion du seul fait d'une "appartenance" culturelle ou religieuse différente.

Fracture il y a encore lorsque, plus que jamais, les étrangers et les immigrés sont pris pour cibles et accusés (sans présomption d'innocence) d'être LES responsables de tous les maux de notre société.

Fracture toujours quand, dans un pays où la justice égale pour tous est le fer de lance de la démocratie, des jeunes meurent de faim en prison ou d'une balle en pleine tête dans les commissariats.

La cassure existe lorsque la loi la provoque. La réforme du Code de la Nationalité porte atteinte au principe élémentaire du droit du sol (creuset d'une intégration maximum) donne le droit à la France de rejeter toute une partie de ses enfants, créant des droits différents et injustes entre eux et creuse le fossé social de ce pays.

Cassure encore quand la loi du 24 août 93, complétée par celle du 30 décembre de la même année, modifie une nouvelle fois l'ordonnance du 2 novembre 1945 portant sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

Présentée par le Ministre de l'Intérieur comme un instrument destiné à fournir des outils efficaces pour lutter contre l'immigration clandestine, cette réforme remet en cause des principes reconnus depuis 1984 : en restreignant les catégories d'étrangers susceptibles d'accéder au statut de résident, en prévoyant la possibilité de retirer ce statut dans certains cas, elle fait de la précarité une règle. Dans le domaine de l'expulsion et de l'interdiction du territoire, la loi réintroduit les dispositions les plus contestables de la première loi Pasqua, pour permettre, à travers l'affaiblissement des garanties de procédure et la suppression, dans

de très nombreux cas, de la notion de catégorie protégée, l'éloignement d'un plus grand nombre d'étrangers.

Que l'on parte à la recherche de la maîtrise des flux migratoires, qu'il soit nécessaire de trouver des solutions permettant de résoudre le problème de l'immigration clandestine ne justifient pas la négation totale des droits, ne justifient pas la remise en cause de l'immigration dans son principe par la restriction du regroupement familial pour les familles d'étrangers déjà installés sur notre sol.

Le droit de vivre en famille est un droit fondamental qui ne doit tolérer aucun obstacle ; les règles nouvelles auxquelles doit se plier tout étranger désireux de vivre auprès des siens ne lui permettent que très difficilement d'y arriver ; en effet, les ressources exigées sont en hausse et excluent la prise en compte des allocations familiales.

Et que dire de cette suspicion jetée sur tout étranger qui aurait le malheur d'aimer une française et qui se retrouve "accusé" de n'aimer que les papiers qu'elle pourrait lui permettre d'obtenir !

Sous couvert de lutte contre le mariage de complaisance, le gouvernement a donc placé tout étranger en situation de "fraudeur potentiel".

Mais non seulement les atteintes aux droits sont accréditées par des mesures gouvernementales allant

dans ce sens, mais pire, des pratiques déjà observées du temps de la première cohabitation sont à noter dans les préfectures et autres lieux avec lesquelles les étrangers sont administrativement en contact. Lorsque nous avons découvert, entre 86/88, l'existence de cartes "nationales" d'identité d'un nouveau genre où, sous la mention imprimée "nationalité française", était ajoutée à la machine "sous réserve de répudiation à la majorité", nous avons mis cette bizarrerie inquiétante sur le compte de l'imagination malsaine de la préfecture de police de Paris et sur le compte du climat de l'époque. Cependant, alors qu'il n'y a, aux yeux de la loi qu'une seule catégorie de français, quelle que soit la manière dont ils se sont vu attribuer ou ont acquis la nationalité française, et que la durée de validité de la carte d'identité est fixée uniformément à dix ans, les préfectures, elles, décident de délivrer des cartes "sur mesure" de validité variable et portant des mentions surajoutées.

Pour permettre au gouvernement de bien verrouiller toutes les portes de sortie vers la justice et la démocratie, il suffit donc à Monsieur BALLADUR de transformer tous les fonctionnaires (maires, employés des postes, agents de caisse de sécurité sociale, ou directeurs d'école et médecins hospitaliers, toutes les autorités publiques en auxiliaires vigilants de la police (nationale ou municipale), incités à dénoncer tous les étrangers qu'ils soupçonnent d'être en situation irrégulière.

Et puis il y aura ces vagues de contrôle d'identité pour "lutter contre l'intégrisme". Sous prétexte de débusquer donc des terroristes, on organisera des contrôles massifs, destinés en particulier à intimider la population immigrée ou issue de l'immigration. Le résultat c'est que : tétanisés par la menace islamiste, les français ne s'indignent même plus de la violation des principes de l'Etat de droit, ne remarquent même pas la mise en place

progressive d'un véritable Etat policier.

Une police rongée par les idéologies favorisant le racisme; un rapport de la Fédération de la Ligue des Droits de l'Homme a bouleversé les idées reçues. La police a toujours fait peur, d'autant plus lorsqu'une majorité de ses membres ont plutôt tendance à avoir la gachette facile contre les un peu "bronzés".

Un rapport du Haut Conseil à l'Intégration nous apprend d'autre part que les étrangers -désignés comme responsables des difficultés économiques d'une grande partie de la population française- sont les premières victimes quand l'emploi diminue, qu'ils subissent de plein fouet les restrictions liées à l'emploi. Leurs enfants font l'objet d'une stigmatisation qui pousse les réflexes de repliement sur soi au maximum. Les emplois qualifiés ne sont toujours pas à leur portée et la discrimination aux loisirs est de plus en plus importante. Combien de cas sont signalés de jeunes issus de l'immigration maghrébine ou africaine interdits d'accès dans des lieux publics comme les

NOTEZ LE :

Le prochain débat aura lieu en juin sur le thème de la justice. Le journal sera bouclé en mai. Faites parvenir vos articles à Didier Guillot, 65 rue Pajol, 75018 Paris. (Disquettes, ou frappe de préférence)

discothèques et autres lieux de divertissement. Cependant, dans les cités où ils vivent, travaillent et payent leurs impôts, les immigrés et leurs enfants revendiquent de plus en plus le droit à participer à la vie locale; ils revendiquent d'autant plus que leurs droits sont de plus en plus rognés.

Mais, pire encore que l'escalade de la répression à laquelle on assiste dans la création de zone de non droits totale en direction des étrangers, des immigrés et même de leurs enfants français, est

l'accoutumance progressive que cette escalade engendre. Tout ce qui paraissait il y a seulement dix ans impensable, inconcevable finit par apparaître normal, presque naturel : normale la mise à sac des quartiers pour effectuer des contrôles d'identité au faciès, normale la détention pendant des semaines et bientôt des mois, naturelle la séparation des familles, normale l'expulsion des malades atteints du SIDA...

L'intégration est en recul non pas du fait de ceux qui en sont les destinataires mais du fait du refus de la société à laquelle envers et contre tous ils appartiennent de les considérer comme de véritables citoyens.

Les discours sur l'immigration ne doivent comporter aucune ambiguïté et ainsi on s'apercevra alors que les difficultés des immigrés révèlent des injustices dont ils ne sont d'ailleurs pas les seuls victimes.

L'intégration doit donner naissance à l'intégralité de l'égalité des droits. La fermeté du futur gouvernement sur ces questions sera la meilleure antidote aux fantasmes racistes d'une partie de la société française qui, malheureusement, de nos jours peut compter ses partisans au sein même du gouvernement.

La France réformée que nous promet Edouard BALLADUR risque de devenir un pays où celui qui est blanc, européen, chrétien, riche sera le seul à pouvoir considérer que la France est un Etat de droit. BALLADUR fleurit de plus en plus avec le Front National et Monsieur De VILLIERS. La société qu'il nous dessine sera peut-être l'une des pires que la France aura connue. Une société où l'exclusion sera la règle, la différenciation des droits à tous les niveaux et surtout le mépris et l'intolérance en seront les pires récompenses.

Yasmina ALI OULHADJ

Comment les socialistes allaient-ils se remettre de leur cinglante défaite de mars 1993 ?

En mai 1993, le tragique coup de feu tiré au bord d'un canal du nivernais sonna d'abord comme le naufrage de tout un parti mais ensuite comme le signal d'un changement d'atmosphère.

Ensuite, il y eut le formidable exercice de psychanalyse collective des Etats-Généraux du PS qui apparait comme un immense gâchis avec le recul. Le rêve a rapidement été enterré par les éléphants. Ils ont bridé Michel Rocard dans son entreprise de rénovation interne. Ce dernier mettra un premier genou à terre devant son Conseil national en se laissant imposer une liste européenne couleur "apparatchik" par les écuries du Parti socialiste, laissant ainsi à Bernard Tapie le cheval de bataille de l'ouverture et du rassemblement. Cet échec pèsera lourd dans sa désastreuse campagne européenne. Michel Rocard souhaitait laisser sa marque, il a en fait marqué sa lassitude et sa perte de volonté politique.

Deuxième genou à terre le 19 juin. L'opération Tapie longuement préparée du côté de l'Élysée avait atteint son but.

Le problème est que le deuxième étage de la fusée consistait à lancer Delors dans la course, sans lui avoir jamais demandé ce qu'il en pensait. A l'Élysée on est habitué à agiter des marionnettes mais celle-là n'en n'était pas une.

L'homme des assises

Cependant, il est une initiative qui a eu moins d'audience médiatique que les bouffonneries du sieur Tapie mais une importance énorme sur l'avenir de la gauche : les assises de la transformation sociale. Ils s'estag de faire une oeuvre de

déconstruction pour mieux reconstruire avec tous les acteurs de ce que la gauche socialiste, écologiste, communiste, associative ou citoyenne peut compter en France. Cette démarche a permis d'aboutir à un constat tenu par tous ces acteurs, qui aurait été inimaginable au lendemain de mars 1993 (cf texte joint). Le principal initiateur, Lionel Jospin ayant mené à bien ce premier combat, il devenait naturellement le leader pour l'élection présidentielle, au grand dam des plans élyséens.

Un social-démocrate européen

Cette candidature est celle d'une banalisation par une intégration européenne plus féconde politiquement. En effet, le contenu du programme de Lionel Jospin est ouvertement social-démocrate au sens le plus européen du terme. Il s'inscrit pleinement dans la démarche du Parti Socialiste Européen en affichant le retour du rôle de l'Etat, en prêchant pour une intervention forte de la puissance publique européenne naissante, en privilégiant des cibles électorales dynamiques (Jeunes, femmes...) à la manière de Bill Clinton d'ailleurs, en ayant une conception de la justice plus proche de John Rawls que de Robespierre ou Louis XI, enfin en intégrant la dimension écologique.

Mais surtout, la démarche de Lionel Jospin vise à changer les pratiques du pouvoir. Les intentions affichées en la matière tendent tout simplement à avoir une pratique du pouvoir telle qu'on la connaît dans la plupart de nos démocraties voisines.

Changer la pratique du pouvoir

Cette banalisation fera sans doute hurler les républicains - ceux qui préfèrent la "gauche chiraquienne" très à la mode - y voyant là un

affaiblissement de la fameuse exception française. Le problème c'est que la fameuse exception française depuis le début de la cinquième république a consisté à installer les moeurs politiques les plus rétrogrades de la monarchie au coeur du pouvoir. Alors que dans le même temps, les monarchies encore en place chez nos voisins perdaient toute influence politique pour ne garder que le côté folklorique. J'en ai même pas le courage d'égrèner les tristes faits qui continuent à marquer notre vie politique. Si la gauche veut clairement se montrer crédible et désirable pour un troisième septennat, elle doit rompre nettement sur ce terrain là avec la décennie écoulée. Lionel Jospin l'a compris avec une intelligence certaine en ne heurtant pas le père de front. Michel Rocard n'aurait jamais pu être l'homme de cette transition car il fallait qu'elle se fasse à travers un des fils spirituels.

Combat contre le populisme

J'espère que Lionel Jospin qui incarne le présent et la transition comme Martine Aubry, qui incarne l'avenir auront renoué le dialogue avec des pans entiers de l'électorat de gauche et en particulier avec les habitants des banlieues qui se sont laissés bercer par les sirènes du populisme, à la suite Le Pen puis reprise par Tapie. Le populisme a toujours été le pire ennemi du peuple. Lionel Jospin, débarrassé de Tapie, aura fort à faire pour le démontrer entre les deux tours contre le dernier héraut de cette tradition : Jacques Chirac. S'il y arrive, la démocratie française aura sans doute fait un pas bien plus grand qu'en deux septennats mitterrandiens. Il y a eu un septennat de trop. Et pourtant le quinquennat Jospin me paraît indispensable.

Didier GUILLOT

QUELLE(S) GAUCHE(S) POUR DEMAIN ?

Pour avoir fait mes débuts pendant dix ans au sein du trotskysme résolu puis, pour avoir vu fondre mes dernières illusions durant 14 années de curée pour technocrates verveux, je suis aujourd'hui et un révolutionnaire sans révolution, et un militant sans programme ni cause. Les tempes grisonnantes et la ride sournoise ne font cependant pas de moi un spectateur patient ou désabusé. Je ne veux pas de cette gauche "pour demain", sagement alternante qui s'apprête à murir en attendant que la droite s'use à son tour à gérer les affaires des nantis. Je ne veux pas non plus de cette gauche savante et professorale qui n'en finit plus de découvrir la vie réelle pour mieux la recouvrir et l'étouffer aussitôt sous de pesantes sentences.

Je veux vivre dès maintenant, et pourquoi pas au sein même de Débattre, à 5 à 10 à 100, une gauche -et non pas des gauches- humaniste et utopique, curieuse et engagée. Une gauche muse comme une gauche de boxeur, pour "jouir sans entrave et vivre sans temps mort". Il importe aujourd'hui de se souvenir qu'il n'est pas de meilleur altruisme que celui qui se fonde sur le souci de soi, sur le goût de chacun pour le bonheur immédiat ou du moins pour vivre mieux. Les révolutionnaires les plus fanatiques et les sociaux démocrates les plus plats ont ceci en commun de promettre sans cesse des lendemains qui chantent en échange des sacrifices présents. Ne serait-il pas temps de rassembler tous ces idéaux, principes de jouissance du monde qui pendant tant d'années, de 36 à 68, ont nourri la faim de vie de ces millions d'hommes et de femmes pour qui lutter, rêver, était déjà une liberté et donc un plaisir ?

Camille SAINT-JACQUES

Nous avons le mérite, en France, de pouvoir situer nos partis à gauche et à droite d'un axe fictif (dont l'emplacement peut par ailleurs varier selon que l'air du temps pousse à penser plus à gauche ou plus à droite).

La relativité absolue qui préside au positionnement de cet axe permet à certains de se satisfaire de la seule déclamation prononcée par nos candidats pour accepter de classer leurs idées... à droite, ou à gauche.

Pourtant, selon que l'on accepte de poursuivre la construction européenne telle qu'on nous la présente depuis 40 ans au motif qu'il n'y a pas d'alternatives, ou que l'on se réfère aux différentes solutions envisagées aux problèmes politiques et sociaux (financement de la sécurité sociale ou des retraites, partage du travail et pouvoir d'achat, charges sociales et chômage...), et enfin selon les termes choisis pour illustrer nos démonstrations (égalité/équité service public/au public, exclusion/sans-emploi...), se surprend-on à être ponctuellement plus proche de tel programme défendu par la droite, plutôt que de tel autre bénéficiant pourtant du label officiel "de gauche".

Je note en passant que ce constat a été fait par d'autres que moi, pour

justifier "l'ouverture" du gouvernement à des personnalités d'un autre bord, légitimant ainsi les réponses potentiellement de droite données aux susdits problèmes économiques et sociaux.

Bref, ce qui m'effraie, c'est la relativité absolue de ce qualificatif (beaucoup plus absolue pour la gauche que pour la droite d'ailleurs), relativité qui s'est accrue depuis la date mythique de 1989.

1989, la révolution en cours depuis cette date aurait pu être refondatrice.

Il en est certains qui ont eu cette ambition...

Mais globalement, les gauches sont restées ce qu'elles étaient, l'une justifiant sa politique gouvernementale et l'abandon successif de tous ses repères par la recherche d'une modernité sociale libérale, l'autre s'accrochant désespérément à de vieilles lunes pour légitimer le maintien du statu-quo.

Arrivera un jour (ah, espoir secret qu'il ne fut pas encore là) ou faute d'avoir su définir la gauche indépendamment à cet axe trop fameux, nous nous retrouverons pour débattre sur les gauches en France sans qu'il n'en existe plus une seule.

ADHESION AU CLUB DEBATTRE

SALARIES : 400 F

ETUDIANTS, STAGIAIRES, CHÔMEURS : 100 F

TRES IMPORTANT POUR CONTINUER !!

ENVOYER VOS CHEQUE A L'ORDRE DE DEBATTRE A

**CAVOIS ETIRONT
PAR LE CHEQUE
4200 VANGUARD**

Jean-Christophe BOUVIER